

## Tunisie : une attaque au symbolisme double

Senén Florensa

**L**a Tunisie a vécu le 18 mars le chapitre le plus sanglant de la compliquée transition démocratique qui a commencé en 2011 et inspiré des vents de changement dans une grande partie du monde arabe. Depuis lors, la terreur a fait son apparition avec l'assassinat des députés Chokri Belaïd et Mohammed Brahmi et de continuelles escarmouches entre les terroristes et les forces de police, en particulier sur le Mont Chaambi, dans l'ouest du pays. Cette menace latente n'a pas été, cependant, un obstacle pour que, grâce à une société civile mobilisée et organisée, le processus de transition continue à avancer. Jusqu'au point qu'il s'agit du premier pays du monde arabe où l'on a assisté à la première alternance d'un gouvernement démocratique. Sous la présidence d'un homme politique de l'ère Bourguiba, Béji Caïd Essebsi, et un gouvernement d'une large représentativité avec la participation d'Ennahda, la Tunisie s'érige aujourd'hui en exception démocratique d'une région qui a vu comment le *printemps arabe* donnait lieu dans certains pays à des lois de réformes démocratiques, au retour de formes autoritaires ou, dans le pire des cas, à l'effondrement de l'État et l'enracinement de conflits civils, comme en Libye ou en Syrie.

Et c'est cette exceptionnalité tunisienne que les démons surgis de ces conflits, que ce soit sous la marque d'État islamique (EI) ou d'autres groupes terroristes, attaquent maintenant. Ainsi, l'objectif de l'attaque souffert en Tunisie est révélateur : le complexe résidentiel qui héberge le Parlement ainsi que le musée du Bardo. D'un seul coup, les terroristes menacent deux symboles fondamentaux du pays : la volonté populaire exprimée démocratiquement dans les urnes incarnée par le Parlement et le principal musée de mosaïques de l'époque romaine du monde. Pour l'EI, les cultures préislamiques et l'art figuratif doivent être détruits, spécialement dans le cas de la Tunisie qui dans sa constitution en tant qu'État moderne et, de ce fait, dans la conformation de l'identité tunisienne depuis l'époque de Bourguiba a incorporé l'héritage de cultures passées, qu'elles soient numides, phéniciennes, romaines, musulmanes ou ottomanes. L'attentat veut aussi affaiblir le tourisme, qui suppose 12 % du PIB du pays et qui occupe 14 % de la population active. Ils cherchent ainsi à affaiblir l'une

des principales sources de revenus, nécessaire pour le gouvernement pour créer des emplois et pour revitaliser une économie affaiblie depuis 2011.

Et dans la logique de propagande de l'EI, l'attentat est aussi une nouvelle exhibition d'intimidation contre les occidentaux, principales victimes dans le cas présent. Ils attaquent les infidèles qui symbolisent l'interrelation des Tunisiens avec les étrangers dont ils désirent exterminer la présence et la possible influence. Cependant, au-delà des manifestations de douleurs et des expressions de solidarité internationale, l'attentat devrait servir de révélateur pour que l'on comprenne la portée de la menace qui est en train de croître depuis la Libye. Le pandémonium que traverse le pays,

divisé en deux gouvernements siégeant dans des villes différentes et des milices partout, auquel affluent les terroristes formés et aguerris dans la barbarie de la Syrie et l'Irak, représente l'opportunité que l'EI attendait. De là il veut étendre son influence en Afrique du Nord et menacer directement l'Europe depuis ses côtes. Le fait que les auteurs de la tuerie aient été entraînés en Libye est une preuve du danger que suppose le fait de s'inhiber face aux problèmes de ce pays.

Il est donc vital que la communauté internationale et les pays de la région

en particulier, en commençant par l'Arabie saoudite et les riches pays du Golfe, s'engagent en Libye contre le terrorisme. La réponse doit être efficace dans le domaine de la sécurité et dirigée par ces pays sur le terrain, car nous avons déjà observé les effets adverses que provoquent les interventions occidentales dans le monde arabe. Il suffit de se souvenir de l'Irak. Mais il faut aussi offrir une réponse politique contentante de la communauté internationale pour que les pays qui appuient et financent une vision rigoriste de l'islam virent vers des positions modérées plus en accord avec les besoins du monde actuel. Et, en parallèle, un plan, européen et de la communauté internationale, de soutien politique pour la Tunisie, doté d'un paquet économique et financier à une échelle réelle, est nécessaire. L'Europe devrait accorder une grande opération en multipliant par 10 les ressources pour consolider un régime démocratique comme celui que le peuple tunisien et son gouvernement sont en train de construire en tant qu'exemple pour tout le monde arabe. ■

**L'Europe devrait appuyer politiquement et économiquement la Tunisie pour consolider le régime démocratique**

Senén Florensa, codirecteur d'AFKAR/IDEES et ancien ambassadeur d'Espagne en Tunisie.